

La France, l'Allemagne et l'Italie veulent relancer la politique industrielle européenne

« Paris, Rome et Berlin veulent relancer la politique industrielle européenne », titre **Les Echos**. « Si nous restons les bras croisés, nous sommes morts. » Le ton se voulait résolument alarmiste au ministère des Finances quelques jours avant la réunion, ce lundi à Meudon, de Robert Habeck, Adolfo Urso et Bruno Le Maire. Il faut « montrer les dents » pour protéger les intérêts économiques de l'Europe, a martelé jeudi dernier Bruno Le Maire, lors d'un point presse, estimant que « le temps de la mondialisation heureuse est fini ». Elle a fait place à « une mondialisation de rivalités ». A Meudon seront évoquées les mesures à mettre en œuvre pour stimuler la productivité européenne grâce aux technologies vertes et numériques. Les ministres feront aussi un point d'étape de leur plateforme commune de partage d'informations sur leurs matières premières critiques. Ils entendent définir une position commune qu'ils défendront devant la future Commission. Bruno Le Maire mettra sur la table une proposition – la directive Omnibus – visant à simplifier les règles comptables et financières des PME et ETI, à l'instar de ce qu'a fait la France. Paris défend le relèvement de 250 à 500 du seuil de salariés des entreprises concernées par certaines obligations comptables, financières ou sociales imposées aux PME par l'Union européenne, explique-t-on à Bercy. Deux directives récentes – la CSRD et la CS3D – sont jugées très lourdes. La France défend également un rééquilibrage des règles environnementales malgré les réticences allemandes sur ce sujet. (Les Echos, p.9)